

RAPPORT 2012 D'AMNESTY INTERNATIONAL

Communiqué de presse audiovisuel, Bobine B – 24'52''

N.B. : Audio : Piste 1 : mixé Piste 2 : Synchronisation et effets

SOUS EMBARGO POUR TOUTE TRANSMISSION JUSQU'AU 23 MAI 2012 à 23h01 TU

Note sur le copyright : Amnesty International détient ou a acquitté l'intégralité des droits de toutes les séquences. Leur diffusion et toute autre utilisation sont autorisées gracieusement et sans restriction dans le monde entier jusqu'au 24 juin 2012. **NON DESTINÉ AUX MÉDIATHÈQUES.** Pour obtenir des renseignements sur la provenance des séquences, reportez-vous à la liste de plans ci-dessous ou prenez contact avec le Programme Médias et Audiovisuel d'Amnesty International par téléphone au +44 (0) 207 413 5566.

Abréviations :

Bobine A	- séquences montées avec voix off
Bobine B	- images non montées
VO	- voix off/narration
VE	- vue d'ensemble
PL	- plan large
PM	- plan moyen
PR	- plan rapproché
GP	- gros plan
IV	- interview

00:00

Écran noir :

00:05 Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

00:38 Moyen-Orient & Afrique du Nord

05:35 Afrique

10:33 Amériques

15:09 Asie-Pacifique

19:09 Europe et Asie centrale

22:51 Commerce des armes

00:05

Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

« Le message d'Amnesty International ne s'adresse pas uniquement aux dirigeants d'une partie du monde. La panne de leadership est un phénomène planétaire et ce message s'adresse aux chefs de tous les gouvernements, en particulier à ceux des puissances émergentes – et je ne parle pas seulement de la Russie et de la Chine. Ce message, c'est qu'ils ne doivent pas oublier qu'ils ont des responsabilités internationales. Les gens de ces pays appellent à la fin de la répression, au respect de leurs droits et à une justice qui prendrait le pas sur les profits. Ne les laissez pas tomber, si vous ne voulez pas être jugés. »

00:38

Moyen-Orient et Afrique du Nord

00:41

Philip Luther

directeur du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International

« Les alliances politiques anciennes jouent trop souvent au détriment des droits humains. Les puissances occidentales n'ont pas assez incité Bahreïn à mettre fin à la crise des droits humains dans le royaume. La Russie et la Chine ont protégé le régime syrien tandis qu'il commettait des crimes contre l'humanité. »

01:01

« En ce qui concerne l'Égypte, la région guette les résultats de l'élection présidentielle. Quoi qu'il arrive, les autorités devront veiller à prendre des mesures décisives pour mettre totalement fin à l'état d'urgence, réformer les services de police et faire cesser la discrimination à l'égard des femmes. C'est quelque chose qui pose problème depuis longtemps dans toute la région. »

01:25

« Les crises persistantes des droits humains ont dans une certaine mesure été éclipsées par les soulèvements qui ont eu lieu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En Iran et en Arabie saoudite, les autorités continuent d'étouffer toute dissidence. En Israël, les autorités poursuivent le blocus de Gaza, y prolongent la crise humanitaire, et étendent les colonies en Cisjordanie occupée, pendant les partisans du Fatah et ceux du Hamas continuent de s'affronter. »

02:01**Said Boumedouha, chargé de recherches à Amnesty International (en arabe)**

« Malheureusement, nous constatons actuellement que la situation des droits humains à Bahreïn n'a guère évolué... Je suis allé à l'hôpital de Sulmaniya. J'y ai vu des choses horribles. »

02:15

« Les responsables des violations commises l'an dernier n'ont toujours pas été jugés ni même inquiétés. »

02:28**Égypte**

Contexte : Depuis le départ du président Hosni Moubarak et son remplacement à la tête de l'État par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), il y a plus d'un an, 12 000 civils ont été poursuivis en justice par les autorités militaires ou déférés devant la justice militaire – soit plus que durant les 30 années de régime du président Hosni Moubarak. Le gouvernement provisoire continue de refuser de lever l'état d'urgence, qui représente un outil majeur pour les atteintes aux droits humains et les violations de ces droits.

02:32**Le Caire, Égypte, 04 mai 2012**

PL manifestations

PM manifestants repoussés par les forces de sécurité

PM des manifestants au milieu d'un nuage de gaz lacrymogène se couvrent le visage

02:42**Ahmad Harara, militant égyptien des droits humains (en arabe)**

« J'ai été touché à l'œil droit le 28 janvier (« vendredi de la colère »). Sur le pont Qasr Al Nil, les mains levées, nous répétions « Nous sommes pacifiques ! ». Deux véhicules blindés, à bord desquels se trouvaient deux soldats des Forces centrales de sécurité armés de fusils, nous ont fait face. Un jeune qui était avec nous a sauté sur l'un des véhicules et a fermé la trappe d'où sortait le soldat. Celui qui se trouvait sur l'autre véhicule s'est alors retourné et s'est mis à tirer sur le jeune. J'ai couru vers lui et j'ai été blessé. J'ai 64 plombs de chevrotine dans la tête, six dans le cou et quatre dans la poitrine. J'ai eu la rétine brûlée à l'œil droit, j'avais du sang dans les poumons et on m'a emmené à l'hôpital. Je suis resté dans le coma pendant trois jours. »

03:34**Syrie**

Contexte : Les violences en Syrie continuent de faire des morts. Selon des rapports de l'ONU, 5 000 personnes, pour la plupart des civils ayant participé à des manifestations pacifiques ou qui n'étaient que de simples passants, ont été tués et des milliers d'autres ont été blessés ou arrêtés. La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants et

les conflits armés a déclaré en février 2012 que des centaines de mineurs avaient été tués depuis le début du soulèvement et que des enfants, âgés pour certains d'à peine 10 ans, avaient été arrêtés et torturés.

03:37

Deraa, Syrie, mars 2011

PM des manifestants font basculer une statue d'Hafez el Assad © YouTube

VE un homme blessé qui perd son sang est emmené à l'écart

PM un homme à terre est roué de coups par six agents des forces de sécurité

GP funérailles de jeunes garçons à Izraa, près de Deraa, le 23 avril 2011. Le garçon que l'on voit dans ce plan est mort le 22 avril 2011.

PL des manifestants et des agents des forces de sécurité se font face – plan filmé depuis un point d'observation en hauteur – 20 mars 2011

PM personnes agenouillées, détenues par les forces de sécurité – juillet 2011

PL manifestation, des enfants passent en chantant et en brandissant des drapeaux syriens

PL des personnes terrorisées s'enfuient pour échapper aux coups de feu – date inconnue

PM dans la rue un homme se rapproche de la caméra en rampant pour échapper aux tirs – date inconnue

04:19

Tunisie

***Contexte :** Les gens qui ont tenté de fuir le conflit en Libye se sont retrouvés dans des camps de réfugiés à la frontière entre la Libye et la Tunisie. Dans cette séquence on peut voir le camp de réfugiés de Choucha, du côté tunisien de la frontière, où des réfugiés venus de Somalie et de plusieurs autres pays ont temporairement trouvé refuge.*

04:22

Camp de réfugiés de Choucha, décembre 2011

VE Camps de réfugiés

VE Des réfugiés somaliens se déplacent dans les camps et reçoivent de la nourriture

10:09:45

Bahreïn

PL Des manifestants emmènent un blessé en lieu sûr en traversant des nuages de gaz lacrymogène. Salmaniya, février 2011

PR Un manifestant à terre est roué de coups de pied par des agents des forces de sécurité – date inconnue

PM Un membre des forces de sécurité tire une grenade lacrymogène en visant au niveau de la tête – date inconnue

PM Un agent des forces de sécurité pulvérise du gaz poivre sur le visage d'une manifestante – date inconnue

05:07

Yasmina al Said, une manifestante, devant le monument de la Perle à Manama, Bahreïn, 19 février 2011

« Il n'y a aucune différence entre jeunes et vieux, femmes et hommes : nous sommes tous ensemble ici, comme une seule personne, à espérer que les choses changent. »

PM Des manifestantes allument des bougies non loin du monument de la Perle à Manama, Bahreïn

05:24

Arabie saoudite

GP intérieur d'une voiture. Une saoudienne conduit sa voiture dans la ville d'Abha

© YouTube

05:35

Afrique

Contexte : *Beaucoup des facteurs sous-jacents qui ont conduit aux soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient existent également dans d'autres régions d'Afrique. C'est notamment le cas des dirigeants autoritaires qui se maintiennent au pouvoir depuis plusieurs décennies en s'appuyant sur leurs services de sécurité pour réprimer la dissidence. En outre, la pauvreté et la corruption sont très répandues, les libertés les plus élémentaires font défaut et de vastes catégories de la population sont souvent tenues à l'écart du reste de la société. La violente répression de manifestations dans des pays comme l'Ouganda et le Sénégal en 2011 montre que les responsables politiques de la région n'ont pas su tirer les leçons de ce qui est arrivé à leurs homologues dans le nord.*

05:37

Erwin van der Borgh, directeur du programme Afrique d'Amnesty International (en anglais).

« Les événements en Afrique du Nord ont certainement galvanisé beaucoup de gens dans d'autres pays du continent africain. On a vu des étudiants, des syndicalistes et des militants politiques descendre dans la rue pour réclamer le respect de leurs droits, en ce qui concerne non seulement la liberté politique mais aussi la situation socio-économique, avec le coût élevé de la vie dans certains pays. La réaction de nombreux gouvernements – sans doute dans les pays les plus répressifs – a souvent été très violente, notamment avec l'utilisation de balles réelles contre les manifestants. Il n'est pas surprenant que la situation en Afrique du Nord ait fait tâche d'huile dans d'autres pays d'Afrique car les facteurs sous-jacents sont souvent les mêmes, notamment des régimes répressifs, le recours à des agents de sécurité pour réprimer la population, la marginalisation, la discrimination et la pauvreté. Le problème, c'est que de nombreux dirigeants en Afrique n'ont pas vraiment su tirer les leçons de ce qui est arrivé à leurs pairs en Afrique du Nord : ils réagissent de la même façon en réprimant souvent les critiques et la dissidence et, de ce fait, en 2011 on a constaté que certains dirigeants faisaient partie du problème et non de la solution. »

06:40

Erwin van der Borgh, directeur du programme Afrique d'Amnesty International (en français)

« La situation en Afrique du Nord a certainement aussi inspiré énormément de gens dans d'autres pays en Afrique. On a vu des étudiants, des activistes politiques, des membres des syndicats descendre dans la rue pour revendiquer leurs droits – pas seulement les droits à la liberté d'expression – et aussi pour aborder le problème du coût de la vie et dénoncer la pauvreté. Cela n'est pas étonnant parce que la situation dans beaucoup de pays en Afrique est similaire, dans le sens que beaucoup de gens vivent dans la pauvreté, sont discriminés, sont marginalisés et n'ont pas de possibilités pour s'exprimer, et des gouvernements sont en place depuis des décennies et dépendent beaucoup des services de sécurité pour se maintenir au pouvoir. On a vu beaucoup de manifestations qui ont été réprimées d'une manière parfois violente, par exemple avec la police qui a tiré dans la foule. Nous sommes très déçus dans le sens que les responsables politiques en Afrique n'ont pas appris grand-chose de ce qui s'est passé en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et nous considérons vraiment que, pour 2011, ils faisaient plutôt partie du problème au lieu de contribuer à une solution pour donner plus de libertés aux gens et pour faire valoir leurs droits. »

07:54

Soudan du Sud :

Contexte : *Plusieurs dizaines de milliers de Sud-Soudanais ont décidé de quitter le Soudan pour le Soudan du Sud, car ils risquaient de perdre leurs droits à la nationalité soudanaise après la déclaration d'indépendance de la partie méridionale du pays. Ils ont été en butte à de nombreuses difficultés. Ils ont notamment été harcelés avant et pendant leur périple. Et à leur arrivée dans le Soudan du Sud, ils ont été confrontés à une situation humanitaire dramatique.*

07:57

Camp de réfugiés de Yida, Soudan du Sud, avril 2012

PL des familles dans le camp de réfugiés marchent en direction de la caméra

PM une famille creuse des abris pour se protéger des bombardements des avions MiG et Antonov

PM des Noubas attendent leur tour pour remplir des bidons à un point d'eau

VE Alex Neve s'entretient avec des réfugiés noubas

PL camp de réfugiés de Yida

08:32

Alex Neve, secrétaire général de la section canadienne anglophone d'Amnesty International

« La situation ici met en évidence les très nombreux problèmes auxquels sont confrontés les réfugiés qui ont fui ici, au Soudan du Sud. Les conditions de vie dans ce camp sont très difficiles. On ne trouve ici quasiment pas de coin d'ombre ou d'endroit où on puisse se protéger de ce soleil de plomb et de la forte chaleur, [et puis] il est difficile de trouver de l'eau en quantité suffisante. »

08:55

Sénégal

Contexte : Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants antigouvernementaux à Dakar à la suite d'une décision de justice autorisant le dirigeant du pays déjà très âgé, le président Abdoulaye Wade, à briguer un nouveau mandat.

08:58

Dakar, Sénégal, 31 janvier 2012

PL manifestation dans la rue à Dakar

PM affrontement entre des policiers et des manifestants

PL des manifestants emmènent un blessé pour le mettre à l'abri

09:14

Delta du Niger

Contexte : Dans le delta du Niger, au Nigeria, le cas de Shell est un exemple de l'incapacité des gouvernements à veiller à ce que les grandes entreprises respectent les droits humains. En 2008, à la suite d'un déversement résultant d'une fissure dans un oléoduc de Shell, des quantités de pétrole se chiffrent en dizaines de milliers de barils ont contaminé la terre et les cours d'eau autour de la ville de Bodo, qui comptait 69 000 habitants.

09:17

Bodo, delta du Niger

VE fuite de pétrole et bulldozers de Shell en train de répandre le pétrole – octobre 2008

GP main couverte de pétrole – octobre 2011

PL un homme marche dans un paysage de désolation consécutif à la fuite de pétrole – octobre 2011

09:45

Le pasteur Christian Bodo, delta du Niger, octobre 2011

« Toute la communauté est partie, et ceux qui travaillaient ici aussi. Ils ont tous perdu leur travail parce qu'ils ne peuvent plus pêcher. Comme vous pouvez le voir, alors qu'il y avait partout du poisson ici, il n'y a plus de poisson. Tout l'écosystème, tout est mort. »

10:00

Ouganda

Contexte : La discrimination fondée sur l'orientation sexuelle réelle ou supposée s'est aggravée. En Ouganda, la proposition de loi contre l'homosexualité n'a pas été examinée par le Parlement, ni officiellement retirée. David Kato, éminent défenseur des droits humains, notamment des droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles ou transgenres, a été assassiné à son domicile en janvier 2011.

En mars 2011, à Kampala, de nombreux Ougandais sont descendus dans la rue, se rendant à pied à leur travail pour protester contre les prix élevés des produits alimentaires et du carburant ; Kizza Besigye, dirigeant de l'opposition, a été arrêté et inculpé d'incitation à la violence pour avoir participé à ce mouvement de protestation.

10:03

Kizza Besigye, dirigeant de l'opposition en Ouganda, Kampala, Ouganda, 18 mars 2011

« Je crois ce que dit le ministère public : l'État a peur. Il n'a pas peur parce que je suis descendu dans la rue, il a peur de ses citoyens. »

10:15

Kampala, Ouganda, 17 mars 2011

PL la police utilise un canon à eau pour disperser les manifestants qui protestent contre le gouvernement

PM des policiers interpellent violemment des manifestants

10:33

Amériques

***Contexte :** En 2011, les revendications en matière de droits humains se sont fait entendre à travers toute la région, tant devant les tribunaux nationaux que dans le système interaméricain de protection de ces droits et dans la rue. Les appels à la justice lancés par de simples citoyens, des défenseurs des droits humains, des organisations de la société civile et des peuples indigènes ont continué de prendre de l'ampleur, débouchant souvent sur une confrontation directe avec de puissants intérêts économiques et politiques. Ces conflits étaient pour beaucoup provoqués par des politiques de développement économique qui exposaient nombre d'habitants – en particulier les plus démunis et les populations marginalisées – à un risque accru de subir des violations et d'être exploités.*

10:36

Javier Zuñiga

Conseiller spécial, Amnesty International

« Il y a trois grands sujets : la justice, les militants des droits humains et les défaillances des gouvernements. La justice : une juge a été tuée au Brésil. On peut tuer une juge mais on ne peut pas tuer la justice. Les militants des droits humains : ils sont descendus dans la rue, ils sont allés devant les tribunaux et ils sont apparus sur la scène internationale – et maintenant surtout, on voit que les populations indigènes ont fait leur apparition dans tous ces espaces de débat. Le temps de l'attente est révolu et les militants ont investi la rue, ont investi le Congrès et ont acquis les moyens d'obtenir justice. »

11:18

« Face à cette réalité, les gouvernements se sont une fois de plus lamentablement abstenus de protéger les droits humains sur le continent. On a constaté quelques progrès mais ils sont encore très timides, et le manque de justice sur le continent est considérable, du Canada jusqu'à la Terre de feu. »

11:39

Équateur

***Contexte :** Les Sarayakus sont une communauté indigène de l'Équateur forte de 1 200 membres. Leur droit d'être véritablement consultés et de donner préalablement leur consentement libre et éclairé a été bafoué quand une compagnie pétrolière est venue chercher du pétrole sur leurs terres et quand ils se sont trouvés confrontés au risque d'une expulsion forcée. Leur cas a été examiné par la Cour interaméricaine des droits de l'homme, mais de nombreuses autres communautés indigènes sont confrontées à des menaces similaires.*

11:42

Noemí Gwalinga, de la communauté sarayaku, septembre 2011

« Ce que veulent ou demandent les Sarayakus, c'est que justice soit faite, voilà ce que nous demandons : la justice pour ce que tous les Sarayakus ont enduré pendant ces mois. Leur lutte a été très dure, vraiment... pour les enfants, les personnes âgées, les femmes, les hommes, les jeunes, qui ont tous beaucoup souffert. S'il vous plaît, nous avons besoin de justice, d'une vraie justice, et cela devra aussi servir d'exemple pour les petites communautés qui n'ont pas les moyens de dénoncer ce qui se passe, jour après jour. »

12:19

PL enfants sarayakus sautant d'un pont de corde – août 2011

GP jeune fille sarayaku se faisant peindre le visage avec les méthodes traditionnelles – août 2011

PM Des Sarayakus manifestant devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Costa Rica, août 2011

12:42

Haïti

Contexte : *En 2011, les autorités ont poursuivi l'expulsion forcée des habitants des camps entourant Port-au-Prince, qui abritent toujours quelque 500 000 personnes dans des conditions éprouvantes. Des centaines de victimes du séisme du 12 janvier 2010 se retrouvent de nouveau sans abri.*

12:45

Port-au-Prince, le 13 septembre 2011

PM Des résidents du camp Mosayik protestent contre les expulsions forcées.

Vue générale des camps

13:13

Bolivie

Contexte : *Le président bolivien, Evo Morales, a publiquement déclaré qu'il soutient fermement la construction d'une autoroute qui traverserait le Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure. Les peuples indigènes qui vivent sur le tracé du projet affirment que celui-ci ne leur a pas été soumis pour consultation ainsi que le requiert la Constitution, et s'opposent à la construction de la route selon le plan proposé.*

13:16

Chacarina, Bolivie, 25 septembre 2011

Des manifestants indiens de la région de l'Amazone forcent un barrage de police © Getty Images

13:28

République dominicaine

Contexte : *Des milliers de personnes risquent en permanence l'expulsion forcée en République dominicaine. Comme on le voit dans la vidéo, la plupart des expulsions se font au mépris des garanties d'une procédure régulière et sans consultation des populations concernées. D'après des ONG locales, au moins 100 expulsions forcées ont été menées entre janvier et septembre 2011. À plusieurs reprises, des blessures par balle, parfois mortelles, auraient été infligées par des membres des forces armées.*

13:31

Santo Domingo, République dominicaine, 15 octobre 2011

VE maisons en cours de démolition et gens sortant leurs affaires de leurs maisons

PL Femme assise par terre, devant sa maison

14:08

Nicaragua

Contexte : *Au Nicaragua, les violations des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles sont monnaie courante et ont des conséquences effroyables sur leur vie et leur santé. L'interdiction de toute forme d'avortement est toujours en vigueur, y compris pour les jeunes filles et les femmes enceintes à la suite d'un viol ou dont la grossesse met la vie en péril. Quiconque sollicite ou pratique une interruption de grossesse s'expose à une lourde peine d'emprisonnement.*

14:11

Interview de Marta María Blandon, directrice de l'ONG IPAS, Amérique centrale

« Le principal problème de la criminalisation de l'avortement thérapeutique en matière de droits humains est que des femmes se voient refuser la possibilité de rester en vie lorsqu'une grossesse est compliquée d'une maladie. Malheureusement, ce droit est refusé aux femmes qui dépendent exclusivement des services de santé publics. Il s'agit des femmes pauvres, en état de malnutrition, qui ne peuvent pas payer des soins dans le privé et dépendent donc des hôpitaux. Là, les médecins ont les mains liées dans certains cas et ne peuvent pas intervenir, et tous les deux meurent, la femme et le fœtus. »

14:57

Nicaragua, 28 septembre 2011

PL Manifestations contre l'interdiction absolue de l'avortement au Nicaragua.

15:09

Asie et Pacifique

15:12

Donna Guest, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique à Amnesty International

« Dans plusieurs pays à travers la région Asie-Pacifique la liberté de parole a été réprimée et des atteintes aux droits humains ont été commises lors de conflits armés. Dans la plupart des pays, les femmes et les minorités ethniques et religieuses ont subi des discriminations. En Inde, pour citer un exemple, des communautés tribales livrent une bataille juridique contre des sociétés minières. Il est à noter que la Chine a été le théâtre de la répression politique la plus vaste depuis les manifestations de la place Tiananmen, en 1989. »

15:48

« Au Myanmar, il y a eu des avancées notables avec diverses réformes et la libération de quelque 650 prisonniers politiques mais des centaines d'autres sont toujours emprisonnés et des combats font rage dans le nord, où l'armée bafoue les droits des civils de la minorité kachin et où 70 000 personnes ont été déplacées. »

16:11

Myanmar

Contexte : *L'une des avancées les plus importantes en ce qui concerne la situation des droits humains dans la région a été la décision des autorités du Myanmar de libérer plus de 300 prisonniers politiques au cours de l'année et d'autoriser Aung San Suu Kyi à se présenter aux élections législatives. Cependant, comme les autorités continuaient de harceler et d'incarcérer des dissidents et des militants de l'opposition, il était à craindre qu'elles ne cherchent davantage à faire assouplir les sanctions imposées au pays qu'à engager un réel changement.*

16:16

VE Libération de prisonniers © Democratic Voice of Burma

16:20

Aung San Suu Kyi

« Je souhaite la bienvenue à toutes les personnes libérées, chacune d'elles a une valeur inestimable. La liberté n'a pas de prix. » © Democratic Voice of Burma

16:39

Corée du Nord

Contexte : *En Corée du Nord, il n'y a eu aucun signe d'amélioration de la situation des droits humains depuis que Kim Jong-un a succédé à son père à la tête du pays. Le régime continue à soumettre son peuple au silence et bafoue le droit d'exprimer ses opinions et de prendre connaissance de celles d'autrui. Quiconque dévie de l'idéologie officielle risque d'être envoyé à Yodok, un camp pour prisonniers politiques, et d'y être détenu arbitrairement, soumis aux travaux forcés, maltraité, torturé, voire exécuté en public.*

16:42

Pyongyang, Corée du Nord

VE statue de Kim Il-sung © AFP/Getty Images

VE femmes et hommes alignés, puis en marche © AFP/Getty Images

VE bouche de métro © AFP/Getty Images

VE une femme agent de la circulation © AFP/Getty Images

17:03

Jeong Kyoungil, ancien prisonnier de Yodok (2000-2003), Séoul, 23 avril 2011 (en coréen)

« Mes dents d'en bas ont été extraites après mon arrivée en Corée du Sud. Elles avaient été cassées pendant les séances de torture. On m'a mis dans ce qu'on appelle la position du pigeon : les mains attachées dans le dos et suspendu au plafond... normalement pendant deux ou trois jours. Impossible de dormir... et j'avais constamment mal à la poitrine. J'avais très, très mal et j'ai fait une fausse déclaration. »

17:38

Chine

Contexte : *C'est en février 2012 qu'a eu lieu ce que l'on a désigné comme l'une des pires répressions politiques depuis les manifestations de la place Tiananmen, en 1989. Des dizaines d'avocats, de militants, de dissidents et de personnes critiques à l'égard du régime ont été détenues et harcelées par les autorités. Dans cette vidéo on voit Ni Yulan, une avocate chinoise qui a été détenue et torturée par la police pour avoir pris en charge des cas d'expulsion forcée après les Jeux olympiques de 2008.*

17:41

Beijing, Chine, décembre 2010

VE Ni Yulan recevant de l'aide pour sortir de son fauteuil roulant

PM Ni Yulan se brossant les dents au bord de la route, assise dans son fauteuil roulant

PM Ni Yulan marchant avec des béquilles

18:03

Interview de Ni Yulan (倪玉兰), avocate défenseuse des droits humains, Beijing, Chine, décembre 2010

« Quand on est arrivés au poste de police ils m'ont tirée hors du véhicule de police et traînée à l'intérieur d'un immeuble de bureaux d'un étage, au bout de la cour. Ils m'ont maintenue au sol, puis ils m'ont ligotée et ils ont tiré sur la corde vers le haut. À ce moment-là j'ai entendu un craquement dans mes côtes et j'ai senti une douleur insupportable. »

18:33

Beijing, Chine, décembre 2010

VE véhicules de police

VE personnes alignées devant le poste de police sous la pluie

VE policiers en train de les filmer

18:52

Tibet

Contexte : Palden Choetso, une religieuse de 35 ans du monastère de Geden Choeling à Tawu, dans l'est du Tibet, s'immole par le feu le 3 novembre 2011.

18:55

Sichuan, Chine, 3 novembre 2011

VE une nonne tibétaine, probablement Palden Choetso, 35 ans, s'immolant par le feu

19:09

Europe et Asie centrale

19:11

John Dalhuisen

Directeur du programme Europe et Asie centrale -- Amnesty International

« 2011 n'a pas été une bonne année pour la liberté d'expression dans toute l'ex-Union soviétique ; au Bélarus la répression de la fin 2010 s'est poursuivie, en Azerbaïdjan les manifestations ont été réprimées et interdites et des manifestants ont été arrêtés et détenus et l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont restés aussi fermés que jamais. La Russie donne une image plus nuancée : des gens sont descendus en nombre dans la rue et ont été autorisés à le faire – c'étaient les foules les plus nombreuses depuis l'effondrement du communisme – mais des manifestations plus modestes ont souvent été réprimées et les médias manipulés afin qu'ils fassent passer un message procommuniste. »

19:50

« En Russie, tout au long de l'année – comme les années précédentes – on a assisté à la répression de petites manifestations. Après les élections législatives, qui ont suscité des doutes quant à des fraudes électorales, ces manifestations ont bourgeonné pour devenir des mouvements beaucoup plus grands qui, eux, étaient autorisés, ce qui est certes une bonne chose. Tous ces gens dans la rue, à Moscou et dans toute la Russie, attendent de plus en plus des dirigeants et réclament un plus grand respect des droits ordinaires des simples citoyens, et il incombe maintenant aux dirigeants de respecter ces droits et de répondre à ces revendications. Si l'on transporte ceci à la scène internationale, où la Russie a des responsabilités à la mesure de son influence, elle doit s'assurer qu'elle se situe bien du côté de ceux qui réclament le changement et le respect des droits, et non pas du côté des régimes qui cherchent à les réprimer. »

20:45

Azerbaïdjan

Contexte : En Azerbaïdjan, la répression de la liberté d'expression continue, cette fois sous la forme d'une interdiction des manifestations antigouvernementales. Les manifestations prévues en mars et avril pour protester contre la corruption et appeler à davantage de libertés civiles et politiques ont été interdites, puis violemment dispersées, malgré leur caractère pacifique. Les ONG et les journalistes qui formulaient des critiques ont été touchés. Cinq organisations de défense des droits humains ont été fermées et plusieurs journalistes ont signalé avoir fait l'objet de menaces et d'actes d'intimidation et de harcèlement tout de suite après les manifestations. Les mesures prises par les autorités pour empêcher le peuple de s'exprimer à l'approche de l'Eurovision sont maintenues.

20:48

Bakou, Azerbaïdjan, 12 mars 2012

VE 200 membres du parti d'opposition Musavat se rassemblent près de la place de la Fontaine à Bakou pour une manifestation antigouvernementale inspirée des événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais sont rapidement dispersés par la police.

VE Deux hommes emmènent un troisième et des photographes prennent des photos

VE Un homme est emmené par des policiers qui tentent de l'empêcher de parler en mettant leurs mains sur sa bouche

VE policiers en train de courir en rangs
PM des policiers poussent un homme dans un fourgon de police

21:15

Italie

Contexte : Des milliers de réfugiés et de migrants ont tenté la dangereuse traversée de la mer vers l'Europe, en quête de sécurité et d'un avenir sûr, souvent dans des embarcations trop chargées et inaptes à la navigation. Au moins 1 500 personnes, dont des femmes enceintes et des enfants, se seraient noyées au cours de la traversée. En réponse, les États d'Europe privilégient la surveillance des frontières et le contrôle des flux migratoires.

Ces images montrent les difficultés auxquelles font face des milliers de personnes parmi celles qui sont parvenues jusqu'à l'île de Lampedusa.

21:18

Lampedusa, Italie, avril 2011

VE réfugiés

VE abris de fortune

VE béton au bord de la mer, où dorment des réfugiés

21:38

Réfugié tunisien, avril 2011

« Il manque du pain ici, il n'y a pas de toilettes. Tout le monde est parti dans la campagne là-bas, il n'y a rien. Même pas de douches, rien. » « Vous avez mangé ? » « Il n'y a rien... en plus tout le monde... il fait froid ce soir, vous dormez dans la rue. Sur la route, ils dorment. »

22:00

Espagne

Contexte : En Espagne, quelqu'un qui n'a pas « l'air espagnol » risque de se faire arrêter par la police jusqu'à quatre fois dans une même journée, non pas parce qu'il est soupçonné de vol ou de violences mais pour un contrôle d'identité. Les gens qui appartiennent à des minorités ethniques doivent prouver qu'ils sont en règle, à tout moment du jour ou de la nuit, que ce soit sur le chemin du travail, lorsqu'ils vont chercher leurs enfants à l'école, ou encore lorsqu'ils se promènent en ville.

22:03

Madrid, Espagne, novembre 2011

VE policiers dans la rue

VE policiers contrôlant l'identité d'un homme sur le trottoir.

GP voitures de police

VE policiers contrôlant l'identité d'un homme sur le trottoir.

VE un homme noir à un arrêt d'autobus et une bouche de métro

22:29

Athènes, Grèce, 29 juin 2011

VE policiers et jets de gaz lacrymogène

VE manifestants et jets de gaz lacrymogène

© Getty Images

22:41

Russie

Contexte : Les plus grandes manifestations jamais organisées en Russie depuis la chute de l'Union soviétique ont eu lieu en décembre, contre les fraudes au cours des élections législatives. Les premières manifestations spontanées qui se sont produites dans toute la Russie dans les jours qui ont immédiatement suivi le scrutin ont été systématiquement dispersées et des centaines de personnes ont été condamnées à de légères peines d'incarcération ou à des amendes. Le cycle continue : les détenteurs de l'autorité publique

commettent des atteintes aux droits humains et les défenseurs de ces droits et les journalistes sont harcelés, victimes d'intimidation ou passés à tabac pour en avoir fait état.

22:44

Moscou et Saint-Pétersbourg, Russie, 7 décembre 2011

VE des policiers alignés sont filmés et photographiés par des reporters

VE policiers montant dans un car

VE manifestation

VE lieux de la manifestation

VE des centaines de personnes ont été arrêtées au cours d'une troisième nuit de manifestations postélectorales contre Vladimir Poutine

© Getty Images

22:51

Commerce des armes

22:53

Widney Brown

Directrice générale chargée du droit international et de la stratégie politique à Amnesty International

« Ce que nous avons eu ces derniers mois, alors que 9 000 Syriens se faisaient tuer par leur propre gouvernement, c'est un Conseil de sécurité de l'ONU incapable d'agir efficacement. Et s'il n'a pas pu agir efficacement, c'est parce que deux de ses membres, la Russie et la Chine, membres permanents avec droit de veto, ont opposé leur veto à toute résolution présentée au Conseil de sécurité. Et ce n'était même pas une résolution particulièrement forte. Cela montre simplement que dans ce cas deux pays, qui sont parmi les six plus grands commerçants d'armes au monde, membres permanents du Conseil de sécurité, ont peut-être voté en ayant en tête plutôt leur poche que leur responsabilité à l'égard de la paix et la sécurité internationale, et en particulier celle des Syriens. »

23:39

Amnesty International met au défi ces pays dirigeants car en juillet se tiendra une conférence sur un traité sur le commerce des armes, un traité dont l'adoption Amnesty International demande l'adoption depuis des années. Au sein de ce traité ces pays pourront faire la preuve de leur position de pays dirigeants s'ils reconnaissent que des gens sont blessés à travers le monde à cause des flux d'armes. Ce qui doit compter pour eux, c'est la sécurité des personnes. S'ils adoptent un traité sur le commerce des armes fort et s'ils empêchent réellement la circulation d'armes qui contribuent aux violations des droits humains, alors on saura qu'ils ont enfin commencé à comprendre ce que signifie le terme diriger. »

24:17

VE salon de l'armement à Bagdad. Irak, 16 avril 2012 © Getty Images

GP cache d'armes à Abidjan. Côte d'Ivoire, avril 2011 © Getty Images

PL grenade de gaz lacrymogène tirée à Zenten. Libye, 11 juillet 2011 © Getty Images

PM rencontre entre le président syrien Bachar al Assad et le président russe Dmitri Medvedev le 11 mai 2011 © Getty Images

GP preuve de l'utilisation de bombes à sous-munitions à Misrata, en Libye, par les forces gouvernementales – 19 avril 2011 © Getty Images

C/U Rebelles libyens à un dépôt d'armes du gouvernement près de Zenten – 11 juillet 2011 © Getty Images

GP armes dans l'est de la RDC – 18 août 2010 © Getty Images

24:47

Informations complémentaires :

Amnesty International

Audiovisual Production

+44 207 413 5566

24:52
Fin